

## **Avenir ?**

### **Préserver les terres agricoles, une urgence d'utilité publique**

De la dernière maison du village, le regard coulait jadis des vignes jusqu'aux garrigues. Il a suffi de peu d'années pour que l'empilage des clôtures bétonnées du lotissement brise cet enchantement séculaire.

En Languedoc-Roussillon, comme en toutes régions nimbées d'images fantasmées, la population devrait doubler dans le prochain quart de siècle. Les besoins de ces nouveaux résidents sont formatés sur ceux des classes aisées, largement popularisés au travers des lucarnes électroniques. Habitat individuel, au milieu d'un espace vert agrémenté de piscine, le tout fortifié comme une maison d'arrêt. Cette vision égocentrique rompt toute possibilité de lien social, en amplifiant la méfiance vis-à-vis de l'entourage.

La conjonction entre l'intérêt des vendeurs, quelquefois des paysans, des spéculateurs et des communes en recherche de financement par le biais de l'impôt, sacrifie l'espace agricole avec la conscience sereine de servir ainsi le bien public. Partout la terre arable est la martingale magique, facteur d'accumulation de bénéfices appétissants, pour tous ces pillards aménageurs de la modernité. Les besoins d'échanges marchands, la soif d'exotisme pour certains afin de colorer une existence limitée aux enceintes consenties dans son pavillon de banlieue, exigent des voies nouvelles, rapides, sacrificielles de la terre des ancêtres.

Lotissements, lignes TGV, routes, autoroutes, aéroports, zones industrielles ou commerciales bétonnent une surface de champs équivalente à un département français tous les dix ans. Bientôt le pied du promeneur ou du paysan ne pourra plus éprouver la sensation charnelle du frôlement de la glèbe, seulement le choc dur et sec du béton sous le talon.

Inéluctable cette folie ? Sans doute, car le ciment se répand aussi vite que le ruissellement de l'eau qu'elle accélère en amplifiant les crues et les catastrophes. Si leurs revenus et leurs retraites misérables ne poussaient pas les paysans à liquider leurs terres pour survivre, si l'habitat était plus regroupé, si les productions étaient relocalisées au lieu de courir la planète, si, si, ... Si nous étions ces humains naturellement conscients que la terre nourricière nous est indispensable, alors nous pourrions nous y étendre dans la sérénité des temps.

Michel Curade,  
paysan retraité dans l'Aude

*ET ENCORE*

## **La destruction silencieuse**

Oh, splendide élan ! Magnifique concert ! Les premiers trilles s'élèvent, préparant le chœur des pleureuses, bientôt la voix héroïque du ténor enchaînera l'air de la mobilisation : « Biodiversité, bio bio bio-diversité, biodiversité, c'est la, c'est la, c'est l'aaaannée, ô l'année, l'année, de la bio, de la bio, de la bio-di-ver-si-té ! » Le final se prépare : « Sauvons, oui, sauvons, sauvons la biooooo, la biooooo, sauvons, oui, sauvons, c'est l'année, sauvons, la bio-di-ver-si-teeeee ! » Boum !

On va pleurer sur le sort du lamantin du Brésil, des forêts de Papouasie, du requin-marteau des Galapagos, se précipiter voir Océans et Avatar. Mais pendant qu'on regarde ailleurs, le massacre continue ici.

La biodiversité, en France et en 2010, qu'est-ce ? Des champs, de l'herbe, des terres où l'eau pénètre, où les semences prennent racine, où les vers de terre pullulent... Eh bien, ces champs, ces herbes, ces terres, on les recouvre par milliers d'hectares de béton et de ciment avec une inconscience qui vire au criminel. C'est ce que nous rappelle un dossier de Campagnes solidaires, le mensuel de la Confédération paysanne. La France gaspille les terres en les artificialisant à un rythme effréné.

Artificialisation des sols ? Un mot compliqué, une réalité tristement banale : parkings, zones industrielles, voies de TGV, autoroutes, aéroports, bases logistiques, centrales solaires, maisons individuelles, centres de loisirs... Philippe Pointereau, dans une étude (dont une version détaillée se lit dans le Courrier de l'environnement de l'INRA, n° 57, 2009), montre que la transformation des terres agricoles en urbanisation sous toutes ses formes se poursuit au rythme de 66 000 ha par an soit, en dix ans, plus que la surface moyenne d'un département.

La démographie n'explique pas le phénomène : la « consommation » d'espace naturel croît bien plus rapidement que la population. Grande responsable : la maison individuelle, qui pousse à l'étalement urbain et à de nouvelles infrastructures de transport et autres surfaces bétonnées. Egalement en cause, une indifférence générale à l'espace, aux paysages, à la nature. Sans oublier qu'il est presque toujours plus facile pour un élu - en raison, certes, de l'indifférence de ses mandants - de « développer » son territoire en l'urbanisant que de chercher à concentrer l'habitat et à maintenir des exploitations agricoles vivantes. Quant à la biodiversité, cette nature banale qui est indispensable à l'équilibre de l'écosystème, cette respiration simple de la terre, on s'en fiche, en gémissant sur le sort des tropiques, ce qui a le grand avantage de ne pas gêner, ici, la spéculation foncière.

Quand comprendrons-nous que l'espace est une ressource rare ? Pointereau rappelle que, si l'on tient compte des importations agricoles, la France n'est plus vraiment autosuffisante.

Bah, qu'importe ? Du commerce international et du béton, c'est bon pour la croissance, non ?

Hervé Kempf - 25 janvier 2010